



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

Désengagement de l'état et marché

De l'éducation au Kirghizstan

Withdrawal of State Funding and Commodification of Education in Kirghizstan

Alexandra Thircuir



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1537>

DOI : 10.4000/jda.1537

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 97-116

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Alexandra Thircuir, « Désengagement de l'état et marché », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 17 novembre 2010, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1537> ; DOI : 10.4000/jda.1537

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Journal des anthropologues

Désengagement de l'état et marché

De l'éducation au Kirghizstan

Withdrawal of State Funding and Commodification of Education in Kirghizstan

Alexandra Thircuir

« Oku, oku, oku »¹

Lénine

De Lénine à Georges Soros

- 1 La nuit du 11 août 2003, la statue de Lénine est déboulonnée de la place centrale Ala Too. Vingt jours plus tard, le 31 août, date de la célébration de l'indépendance, elle est remplacée par une statue de la Liberté, qui représente le Kirghizstan indépendant. Cette décision est symbolique et politique. Mais Lénine n'a disparu ni des esprits, ni du paysage du Kirghizstan, il n'a été que déplacé. La statue de Lénine, érigée en 1984, est protégée juridiquement depuis la loi de 2000 « sur la statue de Lénine ». D'ailleurs, dès son déboulonnement, sa réédification fut réclamée par des lettres et des télégrammes de citoyens du pays entier, certains partis politiques relayant cette revendication : le parti communiste protesta immédiatement ; le parti socialiste *Atameken*, le parti Nouveau Kirghizstan *Jangy Kyrgyzstan* et le parti du Kirghizstan libre *Erkin Kirghizstan* adressèrent de vives critiques au Premier ministre Nikolaï Tanaev. C'est alors que le cabinet ministériel s'est enquis de trouver une nouvelle place pour Lénine.
- 2 Où est donc passé Lénine, lui qui de sa main tendue montrait la voie vers les monts Célestes, les fameuses montagnes du Tian Chan ? En face du Parlement.
- 3 Quelle direction indique à présent le bras ferme de Lénine ? L'Université américaine en Asie centrale (AUCA).
- 4 Simple anecdote ? Pur hasard ? Étrange coïncidence ?
- 5 Fondée en 1993 comme l'école kirghize-américaine, l'AUCA dépend dans un premier temps de l'Université nationale. Elle devient indépendante en 1997 et prend le nom d'Université américaine du Kirghizstan (AUK). Dénommée Université américaine en Asie centrale (AUCA) depuis 2002, elle est basée sur le modèle américain d'éducation et de

formation et reçoit des aides financières du gouvernement des États-Unis (le premier donateur) et de la Fondation Georges Soros (le deuxième donateur). Le gouvernement kirghiz apporte aussi son soutien. 1 200 jeunes étudient actuellement à l'Université américaine en Asie centrale, dont 30% sont étrangers². C'est à l'heure actuelle l'université la plus réputée et la plus prestigieuse des universités du Kirghizstan.

- 6 Dès son indépendance, le Kirghizstan modifie sa politique d'éducation. Progressivement, l'État s'est retiré et un marché de l'éducation s'est constitué. L'ouverture à la concurrence a favorisé l'émergence de pôles d'excellence : des établissements étrangers et supranationaux ont été créés. D'autres établissements privés ouvrent ; mais créés le plus souvent à des fins lucratives, ils ne proposent pas de formations de qualité suffisante pour que les étudiants soient « employables » une fois diplômés. L'apparition de nouveaux pôles d'éducation est en train d'opérer une différenciation entre les jeunes et les enseignants, selon qu'ils étudient et travaillent dans une université nationale ou supranationale, publique ou privée. Dès lors, comment définir la mission des universités alors que les disparités en son sein sont grandissantes et que les établissements sont davantage gérés en entreprise vendant des services ? La question de l'éducation est d'autant plus cruciale pour ce pays jeune politiquement que la jeunesse y représente une large part de la population³. Au 1^{er} janvier 2004, 53,4% de la population a moins de 25 ans et 62,8% moins de 30 ans⁴. L'âge moyen de la population est de 27,48 ans pour les femmes et de 25,74 ans pour les hommes.

L'État, les établissements d'études supérieures et le marché

- 7 L'indépendance du Kirghizstan a impliqué une nouvelle organisation des études. Les bases du système éducatif au Kirghizstan avaient été posées pendant l'Union soviétique, où tout était alors géré par Moscou. L'efficacité politique, économique et sociale des méthodes d'éducation et de formation soviétique était incontestée. Le développement et l'industrialisation du pays nécessitaient d'alphabétiser les Kirghiz nomades et de bien les former. A l'inverse, la professionnalisation de la population a permis un essor économique sans précédent. Les autorités kirghizes expliquent aujourd'hui s'être adaptées à un nouveau contexte politique et démographique en réorganisant le mode de gestion des établissements. Les changements se sont traduits par l'ouverture d'un marché de l'éducation et par la création de nouvelles universités publiques et privées : les Établissements d'études supérieures (EES) étaient au nombre de dix en 1991 ; on en compte aujourd'hui une cinquantaine avec plus de 140 facultés. La majeure partie des étudiants fréquente les universités publiques (plus de 90%) : au début de l'année universitaire 2002/2003, ils étaient 184 879 sur 199 124 jeunes à étudier dans des établissements publics, et seulement 14 250 à fréquenter un établissement privé (soit environ 7%)⁵. Mais la distinction aujourd'hui entre le public et le privé perd en pertinence. D'abord l'enseignement supérieur, dans le public comme dans le privé, n'est pas gratuit. Ensuite, l'une des recettes principales des universités publiques (et qui permet notamment la rémunération des enseignants et du personnel administratif) vient du contrat passé entre les étudiants et la faculté. Enfin, si les institutions publiques reçoivent davantage d'aides de l'État que les institutions privées, celles-ci sont insuffisantes pour couvrir leurs frais de fonctionnement. En effet, alors même que les besoins ont augmenté, le budget de l'État de l'éducation a diminué. Il est passé de 6% du

PIB en 1991, à 4,9% en 1997 pour atteindre 3,7% aujourd'hui. Ces restrictions budgétaires affectent aussi bien le corps enseignant, avec des salaires incroyablement bas parfois même impayés, que le corps étudiant avec un accès réduit à l'éducation, en particulier pour les pauvres. De moins en moins d'étudiants profitent d'aides pour continuer leurs études. A la rentrée 2002, moins de 3% des étudiants (49 311 sur 199 124) bénéficiaient des bourses d'État (ibid.). Même si le nombre d'étudiants boursiers tend à augmenter dans le privé, il ne compense pas la diminution de celui dans le public.

- 8 Les universités publiques comme les universités privées adoptent un système de financement mixte ; elles fixent désormais les droits d'inscription. Les tarifs dépendent des établissements et de leur prestige, des facultés, des sections et des disciplines, ainsi que du lieu de formation. Il revient plus cher à un étudiant de poursuivre ses études à Bichkek qu'à Och, Naryn ou Karakol. Les formations plus prestigieuses selon les facultés sont bien plus onéreuses, et une année d'étude peut coûter entre 10 000 et 20 000 soms (soit entre 232 et 265\$). A la faculté des langues mondiales de l'Université nationale d'Och, les études d'anglais s'élèvent à 11 000 soms (256\$), celles de français à 6 000 soms (140\$). De toute évidence, de telles différences de tarification influencent l'orientation des jeunes. Pour les familles, la poursuite des études d'un enfant représente des dépenses importantes d'autant que les frais d'inscription ne cessent d'augmenter. En moins de dix ans, le coût moyen des études a ainsi plus que doublé. Cette augmentation concerne toutes les régions. En 1995, une année à l'université revenait à environ 3 200 soms. En 2003, une année universitaire coûtait 6 500 soms (151\$) en moyenne. Pour une famille, les études représentent un coût : une année représente en moyenne entre trois mois et demi de salaire d'une Kirghize et cinq mois de salaire d'un Kirghiz. Au premier septembre 2002, le salaire moyen des hommes était de 1 149,8 soms par mois (soit l'équivalent de 27\$ environ), et celui des femmes de 1 770,7 soms (soit 41\$)⁶.
- 9 Le retrait de l'État a aussi permis une diversification positive du paysage universitaire. Si la puissance publique s'est affaiblie et n'a presque plus d'actions sociales dans les universités, des institutions privées (à but lucratif ou non) et des organisations non gouvernementales ont à présent des volets sociaux dans tous leurs programmes éducatifs et viennent suppléer aux déficiences de l'État. L'autonomisation des universités a ainsi permis la réalisation d'expériences de type « affirmative action », privilégiant l'accès à l'éducation de certains groupes sociaux, de certaines origines sociales, ethniques, géographiques. Des établissements privés allouent de plus en plus de bourses aux étudiants en fonction de leur mérite et de leur situation sociale. Trois établissements d'études supérieures suivent cette logique : l'Université américaine en Asie centrale (1995) – lucrative – réservée aux meilleurs, l'Académie de l'OSCE (2003) – non lucrative – pour une élite politique centrasiatique et l'Université d'Asie centrale (ouverture prévue en 2006) pour les montagnards de la région. Celle-ci est porteuse d'espérance, en même temps qu'elle soulève de nombreux doutes.

Je viens de Naryn. J'ai entendu parler de l'Université d'Aga Khan. Que dire, c'est génial. Tout simplement génial car elle redonnera du dynamisme à notre ville. Pour les étudiants... que répondre ? Ce sera sûrement très bien pour ceux qui feront leurs études dans cette université. Mais pour les autres, ce sera plus dur encore. Il y aura d'un côté les diplômés de l'Université d'Asie centrale, soutenue par Aga Khan, et les diplômés de l'Université nationale de Naryn⁷, peu à peu oubliée par l'État, qui comme une entreprise, préférera employer un étudiant formé par l'Université d'Aga Khan. On verra bien. Cette université n'existe pas encore. Je trouve ça bien, je ne suis pas contre, pourtant, je pense que la situation deviendra pire qu'à Bichkek, où là-bas, des étudiants de l'Université nationale peuvent toujours s'en sortir,

même s'ils s'en sortent moins bien que les étudiants de l'Université américaine. Les inégalités entre les jeunes seront plus frappantes. A Naryn, la formation agricole proposée par Aga Khan sera sûrement ultra moderne et défiera toute concurrence. On a besoin de modernité, pour la région, pour le pays, pour les méthodes d'éducation. Mais la formation agricole de l'Université nationale sera forcément hors jeu. [...] Est-ce la fin des universités d'État ? Non, le président est clair. Les universités permettent aux jeunes d'être tenus à l'écart des narcotiques. Et Askar Akaev soutient les projets comme la création de l'Université d'Aga Khan, je pense pour des raisons économiques et éducatives⁸.

- 10 Le reproche qui est fait à cette université, ainsi qu'à l'Université américaine et à l'académie de l'OSCE, est de ne pas assurer l'égalité des chances à tous les étudiants et de ne pas rectifier les inégalités déjà existantes. Pour des jeunes ayant été imprégnés des idées socialistes, les projets libéraux de modernisation du pays sont en partie contestés, même s'ils jugent qu'ils s'imposent. Les objectifs de progrès ne sont pas remis en cause. Ce qui est critiqué ou déploré, c'est la voie choisie pour y parvenir. Le dualisme déjà existant dans la société s'épanouit sur de nouvelles bases, avec un État incapable de réguler et de redistribuer la moindre richesse.
- 11 La fermeture de l'Université nationale de Naryn et l'intégration de tous les étudiants et de tous les enseignants de cette université dans l'Université d'Aga Khan pourrait éviter le dualisme induit par l'existence de deux établissements dans la même ville. Mais toutes les institutions éducatives (anciennes ou récentes) sont pérennes, elles répondent aussi bien à une démographie nouvelle, qu'aux exigences du marché de l'emploi, ainsi qu'à de grandes possibilités de profits.
- 12 Le système universitaire kirghiz est confronté à de sérieux problèmes. Le premier vient du caractère lucratif que prend l'université. « Les facultés ouvrent parce qu'elles représentent une manne d'argent. Leur multiplication est voulue par le système de concussion, pour pomper l'argent des étudiants et de leurs parents »⁹. Le développement des universités dans les villes des régions jusqu'alors dépourvues ou mal loties en établissements d'études supérieures répond davantage à une logique financière qu'à des besoins de formation. Les facultés qui se créent ne sont pas celles qui présentent le plus de débouchés, mais celles qui génèrent le plus de profits.

La majorité des étudiants sera au chômage, nous le savons. La société n'a pas besoin de tant d'économistes, de banquiers, de juristes, de diplomates et de traducteurs. En revanche, trop peu de personnes choisissent des formations professionnalisantes. Avant, les étudiants voulaient être ingénieurs ou physiciens, suivaient des formations professionnelles et techniques pour devenir couturier ou cuisinier. Mais pas aujourd'hui. Le Centre de formation professionnelle et technique ferme car il perd en rentabilité. La République ne peut pas fonctionner qu'avec des économistes ! Mais elle aura toujours besoin de cuisiniers et manque de spécialistes !¹⁰
- 13 Et le choix des orientations des étudiants se fait en fonction du prestige des établissements et des sections.

Certains parents choisissent les orientations de leurs enfants sans penser aux difficultés d'insertion professionnelle qu'ils auront par la suite. On forme des jeunes et on sait qu'ils seront automatiquement au chômage. Mais dans un État de droit, on ne peut quand même pas empêcher les gens de choisir une formation, on ne peut pas les contraindre à suivre une formation plutôt qu'une autre¹¹.
- 14 La transmission des savoirs, ainsi prise dans la logique financière suscitée par le marché global et national, laisse particulièrement en retrait les enjeux socioculturels.

La tragédie universitaire : les enseignants en jeu

« Esli ty obrazovannyj čelovek, ty umnyj.

No esli ty ymnij, počemu ty bednyj? ».

[Si tu es un homme instruit, tu es intelligent.

Mais si tu es intelligent, pourquoi es-tu pauvre ?]¹².

- 15 Le rôle et la place des enseignants dans la société se modifient dès l'indépendance du Kirghizstan. Du temps de l'Union soviétique, les enseignants obéissaient et répondaient au plan de l'État, participaient à la grande entreprise pédagogique d'éducation et de formation socialiste : ils étaient alors un pilier du progrès et du développement économique et social. Avec la fin de l'Union soviétique, marquée par un désengagement de l'État, les professeurs, en perte de reconnaissance professionnelle et sociale, subissent les conséquences de la crise budgétaire qui affecte l'enseignement. Les enseignants doivent malgré tout répondre à présent aux attentes croissantes des étudiants, adapter et diversifier le contenu de leur enseignement.
- 16 Les enseignants sont plus de 100 000 dans le pays (une personne sur 50), 29 000 d'entre eux travaillent dans le supérieur. Dans le supérieur, de la même manière que croissent le nombre d'étudiants et le nombre d'établissements, l'effectif des enseignants est en constante augmentation : entre les années universitaires 1999/2000 et 2002/03, la hausse a été supérieure à 50%. Mais le corps enseignant fait autant face à un renouvellement de ses effectifs, qu'à leur extension. L'augmentation massive des enseignants cache le départ d'un certain nombre d'entre eux. La catégorie socioprofessionnelle des enseignants souffre en effet d'une hémorragie, beaucoup quittent la profession pour se reconvertir dans d'autres domaines ou, au mieux, quittent la fonction publique pour aller enseigner dans le privé où les conditions de travail sont parfois meilleures. Un certain nombre de chauffeurs de taxi ou de conducteurs de marchroutka (minibus), de vendeurs dans les bazars sont d'anciens enseignants. La fuite des cerveaux qui s'effectuent autant d'Est en Ouest (cf. l'immigration des intellectuels) que du public vers le privé, concerne essentiellement les enseignants les plus qualifiés. A l'inverse, les personnes qui rejoignent la profession, très souvent par défaut, sont généralement jeunes et peu formées.
- 17 *La catégorie socioprofessionnelle des enseignants est en effet profondément touchée par le nouveau mode de gestion universitaire.* Le statut d'enseignant est devenu duel : certains professeurs sont fonctionnaires, leur nombre est déterminé en fonction du budget de l'État versé aux universités ; d'autres sont contractuels et sont recrutés après un contrat passé avec l'université. Quel que soit leur statut, les enseignants sont pauvres, leur salaire ne leur permet pas de se nourrir convenablement. Le gouvernement verse entre 300 et 400 soms (7 et 9,3\$) pour le salaire d'un enseignant « sous budget »¹³, alors qu'un enseignant contractuel peut espérer un salaire de 1 500 ou 1 600 soms (34,3 ou 37\$)¹⁴. Le niveau de salaire d'un enseignant dépend de son établissement et également de son niveau de diplôme. Ainsi, le salaire mensuel d'un enseignant-chercheur, docteur en science, travaillant sous contrat, peut monter jusqu'à 3 000 soms (70\$). Le traitement des maîtres d'école est encore plus bas : 650 soms par mois (15\$) en début de carrière, 1 500 soms en fin de carrière. Pour augmenter leur salaire, les professeurs d'université sont nombreux à dispenser leurs cours dans plusieurs facultés, ils s'affranchissent alors des contraintes de restriction d'heures maximales légales d'activité qui leur sont imposées. Pratiquement tous les enseignants donnent des cours particuliers. A la crise économique qui affecte les

enseignants s'ajoute une crise sociale. Les professeurs connaissent une perte de reconnaissance. Le manque de valorisation de leur travail se répercute sur l'image que la société a du métier d'enseignant et sur l'estime qu'ont les enseignants envers eux-mêmes.

- 18 A l'école n°6 appelée aussi « Kirill » à Och, Nourdjan enseigne le russe et le kirghiz depuis près de 30 ans. Lors des cours particuliers de kirghiz qu'elle donne le soir après 17 heures, elle travaille sur un manuel « Alippe : Kyrgyz Tili » [Alippé : la langue kirghize], édité à Frounzé (Bichkek) en 1990. Les écoliers des premières classes l'utilisent depuis 10 ans. Nourdjan gagne 30 soms (0,7\$) de l'heure. Elle est payée toutes les semaines ou après chaque séance, en fonction des possibilités de son élève. En 2001, à Bichkek, un enseignant de russe prenait 250 soms par cours particulier, mais Nourdjan explique : « Je ne suis qu'un professeur d'école. Les professeurs d'université prennent davantage : 40 soms, parfois 50 ». Pour chaque cours particuliers, Nourdjan gagne donc 22 soms net (30 soms moins 8 soms de déplacement en marchroutka) ; elle peut acheter deux lipiochka (petit pain rond), un litre de lait à une babouchka (grand-mère), trois œufs, et s'il lui reste un peu de farine à la maison, elle peut préparer des blinis pour le soir, mais elle ne peut pas les garnir (Och, mars 2004).

- 19 En définitive, le métier d'enseignant vit de plein fouet la crise qui a atteint le système éducatif dans son ensemble.

Zarina a aujourd'hui 25 ans. A peine diplômée de l'Université slave, elle a été en charge des cours de psychologie (sa spécialisation) à l'université à Bichkek. Au bout de deux années d'enseignement, elle a mis fin à sa fonction et travaille actuellement comme secrétaire au bureau des études de l'Université américaine en Asie centrale. Elle dit avoir quitté l'enseignement car le fonctionnement du système universitaire ne lui convenait pas. Dans sa reconversion professionnelle, le critère financier a moins compté (puisque d'un salaire mensuel de 1 500 soms : 35\$, elle est passé à 1 800 soms : 42\$) que son insatisfaction professionnelle. Très vite, elle a mesuré son impuissance, l'absence de marge de manœuvre et les limites du pouvoir d'action des enseignants dans le système contemporain d'éducation.

- 20 Le déroulement des examens la consterne. Lors des oraux de fin d'année, elle raconte avoir rencontré pour la première fois des étudiants qui étaient inscrits à ses cours, mais qui ne les avaient pas suivis. Zarina avait été dans l'obligation de les noter. « Le chef du département me l'avait demandé. Il est facile de faire pression sur les jeunes professeurs. Et puis, avec le système de contrat, chaque étudiant, c'est de l'or : il paie sa place à l'université et peut en choisir une autre s'il n'est pas satisfait. C'est un autre problème économique. Le client a toujours raison. C'est la logique du client-roi ! ». Elle ajoute qu'environ 15% des étudiants n'étaient pas présents lors des examens. Or, tous ont été admis en année supérieure. « L'université cache tout ça. Mais tout le monde le sait bien. Il suffit à l'étudiant d'écrire au doyen de sa faculté et de négocier avec lui ». Les conséquences sur le savoir et les connaissances scolaires des étudiants sont lourdes. « Les étudiants n'étudient pas. Ils passent plus de temps à préparer une belle table pour leur jury, qu'à préparer leurs épreuves. Il faut les voir courir, acheter des fruits, du thé, du café, du chocolat, des fleurs, parfois même du champagne ! »¹⁵

- 21 Zarina explique combien le métier d'enseignant est éprouvant. Elle raconte comment elle s'est démenée et le plus souvent vainement, pour essayer d'intéresser ses étudiants. Mais « ils ne veulent pas étudier. Ils savent que leurs notes, ils pourront les acheter sans difficulté. Et lorsque les étudiants ont des parents bien placés, les professeurs ont peur de mettre des mauvaises notes, même si l'étudiant le mérite : les parents viennent se plaindre à la direction, et le directeur vient réprimander l'enseignant. Parfois, le

directeur avertit les professeurs de la présence d'un étudiant à qui il faut appliquer un traitement de faveur. Moi, j'étais fatiguée » (Bichkek, juin 2003).

La commercialisation du savoir et des diplômes

- 22 Au Kirghizstan, la marchandisation de l'éducation ne se limite pas aux frais de scolarité, puisqu'il est même devenu courant d'acheter et de vendre les notes : une place à l'université ainsi que le statut de boursier peut s'acheter. L'université n'est donc plus seulement un lieu de transmission des connaissances. Le marché des cotations des diplômes et des examens n'est pas totalement transparent : certains tarifs sont connus, d'autres sont négociés entre les deux protagonistes. De façon intéressante, la Banque asiatique de développement définit par « corruption » tous les comportements des officiels, des fonctionnaires et des employés, dans le secteur public et privé, par lesquels ils s'enrichissent de manière incorrecte et illégale, en abusant de leur position sociale ou professionnelle. Rentrent dans la définition les situations où une personne pousse une autre à faire quelque chose d'illégal, et celles où un individu profite et fait profiter à d'autres de bénéfices auxquels personne n'a droit¹⁶. De nombreuses définitions associent les pots-de-vin à la corruption. Dans la plupart des cas en effet, les actes de corruption induisent des paiements sous une forme quelconque ; mais il arrive aussi qu'ils n'induisent pas de pots-de-vin. Un membre d'une organisation ou d'une administration peut par exemple « pistonner » une personne de sa famille, de sa communauté ou de la région, pour qu'elle obtienne un emploi ou une place dans une faculté, sans qu'il y ait pour autant un retour direct d'argent. Des contreparties en guise de reconnaissance peuvent intervenir dans le futur, sous différentes formes (cadeaux, argent), mais ce n'est pas toujours le cas (Mirwoev, 2004). Au Kirghizstan, la corruption intervient dans toutes les sphères de la société et à tous les niveaux. Sa fréquence varie selon les lieux ; sa forme et son importance dépendent aussi des personnes et des résultats escomptés.
- 23 Dans les établissements scolaires, le traitement des enseignants est présenté comme la cause majeure de la corruption à l'université, un des lieux où elle est la plus répandue. Les étudiants ne sont pas seulement des victimes, ils sont aussi actifs et complices du système. Plus d'un étudiant sur deux avoue avoir eu volontairement recours à l'argent, à l'utilisation de son réseau ou à des dons de cadeaux pour inciter un enseignant à modifier un résultat. Les pots-de-vin sont parfois une solution de facilité ; les étudiants ont alors tendance à préférer acheter une note, que d'apprendre un cours ou même de s'y rendre. La décision découle parfois d'un choix rationnel et réfléchi : les gains et les pertes sont alors mesurés par l'étudiant concerné. Car pour son insertion professionnelle, l'étudiant a non seulement besoin d'un diplôme, mais aussi de bons résultats. La fin légitime alors les moyens. Les tarifs varient en fonction de la matière, de la note souhaitée, et diffèrent selon qu'il s'agit d'un examen écrit ou d'un examen oral. Le professeur est aussi une variable à prendre en compte. Mais dans l'ensemble, le coût d'une note est faible et abordable : 100 soms (2,3\$) pour un oral (*zatchiot*), 150 soms pour un 4/5 à l'écrit, 180-200 soms pour un 5. La corruption est un phénomène répandu, « considérée comme une norme »¹⁷, et sert de recours en situation de crise. Elle peut être initiée par le donneur ou le destinataire, coercitive ou complice. Un étudiant originaire d'une classe sociale défavorisée, dont les parents ne peuvent pas l'aider à payer les frais d'inscription à l'université, peut « s'arranger » avec la direction de son établissement. Un étudiant issu d'un milieu social plus aisé, et davantage encore s'il a des parents bien placés dans la

société, peut faire pression sur certains enseignants directement ou par l'intermédiaire de certains responsables d'établissement (qui touchent alors des commissions). De nombreux enseignants, au regard de leurs salaires qui ne leur permettent pas de subvenir à leur besoin, finissent par trouver légitime d'accepter ou d'exiger des pots-de-vin. Les différents cas de corruption révèlent aussi bien l'importance du pouvoir hiérarchique et du pouvoir de l'argent dans la société kirghize, que l'étendue de la pauvreté en son sein. Le sentiment d'impunité et celui de légitimité constituent un frein à l'éradication de la corruption.

- 24 Au Kirghizstan, les apparences et le prestige comptent de plus en plus, et le titre d'une personne a une importance démesurée par rapport à ses compétences. Un nombre conséquent de jeunes s'efforcent ainsi d'obtenir « à tout prix » un diplôme, qui par ailleurs les aidera à s'insérer sur le marché de l'emploi.

L'illusion démocratique et l'exclusion de la jeunesse : conséquences de la marchandisation de l'éducation

- 25 Comment résonnent pour un Kirghiz aujourd'hui les recommandations de Lénine : « étudie, étudie, étudie » ? Une fois leurs études secondaires achevées, les jeunes se trouvent confrontés à un dilemme : prolonger leurs études ou rechercher un emploi. Les chances d'obtenir un travail varient en fonction du niveau de diplôme et de l'expérience professionnelle : plus le niveau de diplôme d'un jeune est élevé et plus il a de l'expérience, plus ses chances de trouver un emploi satisfaisant augmentent. Les familles tentent donc de mesurer l'efficacité et la rentabilité de l'éducation. Avant de décider de poursuivre ou non leurs études, les jeunes arbitrent entre le surcroît de salaire qu'ils espèrent retirer une fois sur le marché du travail et la perte de revenu qu'ils subissent en poursuivant une année de formation supplémentaire. La perte de revenu correspond aux divers frais d'études et au salaire qu'ils auraient perçu en entrant directement dans la vie active. Plus les étudiants sont d'un milieu social défavorisé, plus ils hésitent à continuer leurs études. Les hésitations sont d'autant plus grandes qu'une fois diplômés d'une faculté, les jeunes ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi. Une fois l'emploi trouvé, dans 70% des cas, il ne correspond ni à la spécialité de l'étudiant, ni à sa formation. A présent, près de la moitié des étudiants considèrent que leur diplôme ne les aidera pas à trouver du travail (Erochova, 2004). Ils estiment que les réseaux personnels et la corruption donnent un accès à de meilleures professions que les diplômés¹⁸. Même si les étudiants sont de plus en plus nombreux au Kirghizstan (ils étaient 199 124 en 2002-2003, contre 129 712 en 1998-1999), l'évaluation du rendement éducatif¹⁹ par les familles se traduit au Kirghizstan par une déscolarisation et une baisse des taux d'inscription à tous les niveaux de l'éducation (de l'école primaire à l'université). Le taux d'inscription à l'université représentait 11,9% en 1998, contre 16,4% en 1980²⁰. En 2003, sur les 80 000 écoliers ayant reçu un diplôme d'études secondaires, 30 000 seulement ont intégré une université. « Où vont aller ces 50 000 jeunes ? Est-il possible que le problème de 50 000 jeunes personnes ne concerne pas le ministère de l'Éducation et de la Culture ? »²¹
- 26 Beaucoup de jeunes tentent aussi de concilier « job et université » en s'inscrivant en cours du soir ou à distance : ils sont alors totalement disponibles pour travailler en journée dans les cafés-Internet, dans des petits magasins ou dans les bazars par exemple. Les jeunes inscrits en cours du jour travaillent souvent comme serveurs dans les cafés et dans les restaurants²². Les disparités des frais d'inscription selon les établissements et les

orientations, et le meilleur rendement éducatif des formations les plus coûteuses accentuent les inégalités sociales entre les jeunes. Le contraste dans les modes de vie de la jeunesse est de plus en plus grand. Entre celle qui sort, habillée au dernier cri de la mode, ultra moderne, qui maîtrise Internet, le « chat », reçoit des informations du monde entier et en envoie, et celle qui, déconnectée du reste du monde, ne converse qu'avec les commerçants du bazar, vit souvent sans eau chaude et est habituée aux coupures d'électricité.

Les jeunes entre l'insertion et l'exclusion

Mirgoulia a 22 ans, elle est de citoyenneté et de nationalité kirghize²³. Elle est née dans le village de Kourchab et vient donc de la commune d'Ouzgen. Elle habite à présent à Och. Elle vit chez ses parents avec ses frères et sœurs ; son père est chauffeur, sa mère enseigne l'anglais, son frère aîné de 26 ans est sans emploi, sa grande sœur est infirmière et sa petite sœur, d'un an sa cadette, étudie dans la même université qu'elle. Mirgoulia étudie par correspondance à la faculté de programmation informatique de l'Université kirghize-ouzbèke à Och et explique avoir choisi cette formation dans le but d'obtenir une profession et cette université en particulier parce que l'une de ses sœurs y travaille. Elle n'est pas satisfaite de la formation qui lui est proposée, de mauvaise qualité selon elle. Mirgoulia explique avec désolation que les professeurs ne connaissent pas eux-mêmes les matières qu'ils enseignent et que les étudiants n'apprennent rien d'autant qu'ils ont la possibilité d'acheter leurs examens. Elle considère que l'enseignement dispensé à Bichkek est de bien meilleure qualité qu'à Och, dans la mesure où c'est la capitale et qu'il y a davantage de cadres. Ce qu'elle dénonce avec virulence, c'est la corruption. C'est d'après elle le plus gros problème dans l'enseignement. « Les jeunes gens s'y habituent, dit-elle, et dans leur vie future, ils l'utiliseront, vivront avec elle ou grâce à elle. La corruption maintient les jeunes dans l'ignorance, et, au bout du compte, ils n'ont aucune formation. Ils ne veulent pas étudier et donnent simplement des pots-de-vin. Les principaux responsables sont les professeurs qui les prennent ». Pour financer des études dont elle n'est pas satisfaite et pour payer, comme plus de 90% des étudiants au Kirghizstan, le contrat qu'elle a passé avec l'université, elle travaille dans un café-Internet dix heures par jour, 7 jours sur 7. Elle gagne moins de 25\$ par mois (1 000 soms) pour ces 70 heures de travail par semaine. Elle sera quand même diplômée de son université dans deux ans... comme des milliers d'étudiants. Elle espère qu'elle trouvera un véritable emploi, mais elle explique que pour cela, si l'expérience peut compter, le réseau familial ou amical et les pots-de-vin aident davantage. Elle rêve de devenir interprète, parle parfaitement le kirghiz et le russe mais connaît moins de dix phrases en anglais. Son temps libre ? Elle n'en a pas vraiment, elle le passe avec ses parents, et quand vient le printemps, elle fait un peu d'aérobic pour être en forme, rêve de partir loin du Kirghizstan, pays dans lequel elle ne voit aucun avenir possible (Och, mai 2004).

- 27 Pour les jeunes déscolarisés, la situation est d'autant plus inquiétante que le Kirghizstan vit une « crise d'indépendance »²⁴ qui touche tous les domaines de la vie économique et sociale. Les jeunes (et les moins jeunes d'ailleurs) délaissés par la société et n'ayant comme perspective que le chômage, la précarité et la pauvreté, sont amenés à trouver des solutions individuelles pour s'en sortir. Une partie de la jeunesse, stigmatisée socialement, ne se bat plus contre le système, mais choisit d'y vivre en marge. L'impossibilité rencontrée par un nombre grandissant de jeunes de se réaliser conduit certains d'entre eux à l'amertume et au désespoir. Les valeurs fédératrices qui prévalaient pendant la période soviétique sont tombées en désuétude et la jeunesse vit dans la désillusion et le « désenchantement ». La jeunesse d'aujourd'hui est plus encline à sombrer dans la violence et l'auto-violence que la jeunesse des générations précédentes²⁵.

L'usage de drogues et la prise de stupéfiants, le taux d'alcoolisme, la prostitution sont en augmentation. Ces indicateurs témoignent de la défaillance du système politique, économique, social et éducatif kirghiz contemporain. D'autres recours, d'ordre spirituel et religieux (l'emprise de plus en plus grande du protestantisme et de l'islam, ainsi que des sectes), doivent être en partie analysés en tant que conséquences du vide idéologique laissé par la fin de l'Union soviétique, et en tant que corollaires de la déficience du système éducatif et du manque de cohésion politique et sociale. Enfin, l'émigration des jeunes du Kirghizstan doit à la fois être considérée comme la fuite d'une réalité économique et sociale trop dure, et comme une réponse ou une recherche de solutions aux problèmes rencontrés par cette génération.

- 28 La fin de l'Union soviétique a apporté à la jeunesse une illusion colossale, au Kirghizstan comme dans les autres républiques indépendantes d'Asie centrale. La création d'établissements nouveaux, l'accès progressif aux technologies avancées, l'ouverture de disciplines nouvelles dans l'enseignement supérieur semblait offrir aux étudiants un nouvel accès sur le monde. Mais la privatisation du système éducatif et le retrait d'un État fort a ouvert la voie à des inégalités et à des injustices préjudiciables à la majorité des membres de toute une classe sociale (les enseignants) et de toute une catégorie sociale (la jeunesse). Les perspectives de réussite professionnelle, d'insertion économique et politique sont réduites par un fonctionnement inique de la société. A trop négliger les préoccupations de la majorité de la population, la République kirghize court le risque d'être le théâtre de conflits locaux et régionaux.

BIBLIOGRAPHIE

CAGNAT R., 2004. « Kirghizstan 2003, quelques lueurs d'espoir », *Le courrier des pays de l'Est*. Paris, La Documentation française (1041).

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG), 2003. *Youth in Central Asia Losing the New Generation*. Asia, Report n° 66.

EROCHOVA A., 2004. « Diplom v karmane. A kak najti rabotu ? » [Diplôme en Poche. Mais comment trouver du travail ?], *Komsomol'skaâ Pravda* ! 27/02/04 : 8.

MIRWOEV N. S., 2004. *Challenges of the Development Process in Tajikistan: Education, Corruption and Youth*. Fourth Regional Student Research Conference, KIMEP, Almaty, Kazakhstan.

NACIONAL'NYJ KOMITET STATISTIKI KYRGYZSKOJ RESPUBLIKI, OON [Comité national des statistiques de la République kirghize, UNDP], 2003. *Obrazovanie i nauka v Kyrgyzskoj Respublike*, [Éducation et science en République kirghize]. *Vysšee professional'noe obrazovanie* [la formation supérieure professionnelle]. Bichkek.

NACIONAL'NYJ KOMITET STATISTIKI KYRGYZSKOJ RESPUBLIKI, OON [Comité national des statistiques de la République kirghize, UNDP], 2004. *Ženčiny i mužčiny Kyrgyzskoj Respubliki*, [Les femmes et les hommes de la République kirghize]. Bichkek.

NOTES

1. Étudie, étudie, étude (en kirghiz).
2. Des informations complémentaires sont disponibles sur les sites Internet de l'Université : www.auk.kg et www.auca.kg
3. La République kirghize (198 500 km²) est deux fois plus petite que la France et douze fois moins peuplée : au dernier recensement de 2002, sa population est évaluée à 5,1 millions d'habitants.
4. D'après les statistiques, in Nacional'nyj komitet statistiki Kyrgyzskoj Respubliki, OON [Comité national des statistiques de la République kirghize, UNDP], 2004 : 13.
5. Nacional'nyj komitet statistiki Kyrgyzskoj Respubliki, [Comité national des statistiques de la République kirghize], 2003 : 95.
6. Nacional'nyj Komistat statistiki Kyrgyzskoj Respubliki (2004 : 67).
7. L'Université nationale de Naryn accueille plus de 3 500 étudiants et regroupe six facultés : droit (5 départements, 29 enseignants) ; économie (3 départements, 24 enseignants) ; philologie (5 départements, 47 enseignants) ; sciences « humaines » (5 départements, 47 enseignants) ; agronomie (5 départements, 40 enseignants) ; nouvelles informations technologiques.
8. Entretien avec un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation (Bichkek, juillet 2004).
9. Entretien avec René Cagnat (Bichkek, juin 2003). Colonel, écrivain résidant au Kirghizstan, René Cagnat a enseigné à l'Université américaine à Bichkek et a été attaché militaire au consulat de France à Tachkent et consul honoraire de France au Kirghizstan.
10. Entretien avec les membres du secrétariat de l'Université Arabaeva.
11. Entretien avec une enseignante de français (Bichkek, juillet 2003).
12. Moquerie ou simple question que les étudiants adressent aux enseignants.
13. Entretien avec le personnel du secrétariat de l'Université Arabaeva.
14. Les universités tentent d'équilibrer les salaires entre les enseignants contractuels et fonctionnaires (surnommés « budgets »).
15. Ce type de table pour les jurys des examens est répandu dans les pays de l'ex-Union soviétique. La préparation de la table a un côté rituel mais elle n'est pas forcément systématique. Elle n'influence pas forcément les résultats des étudiants, même s'ils disent en riant qu'il faut que leurs examinateurs soient de bonne humeur. L'examen est vécu comme un moment qui doit être agréable et l'apport en victuailles témoigne parfois d'une certaine reconnaissance des étudiants envers leurs enseignants. L'œil étranger peut considérer que le moment est mal choisi et que la sincérité peut être mise en doute. Mais pour beaucoup de Kirghiz, une table vide à un examen susciterait autant d'étonnement qu'une table dressée en France en de telles circonstances.
16. Banque asiatique de développement, *Corruption*, disponible sur le site Internet www.adb.org/work/policies/anticorruption
17. Entretien avec une responsable d'un programme de lutte contre la corruption au ministère de l'Éducation (Bichkek, juillet 2003).
18. Enquêtes réalisées à Bichkek, Och, Naryn (été 2003, 1^{er} semestre 2004).
19. Le rendement éducatif se traduit par un logarithme du salaire d'un individu comme fonction linéaire du nombre d'années d'études de cet individu. Il peut donc être mesuré de manière précise, mais à ce jour au Kirghizstan, aucune étude complète et globale n'a été menée pour le mesurer. Certaines universités mettent en avant leurs résultats (cf. l'Université américaine en Asie centrale www.auk.kg et www.auca.kg). Le rendement éducatif est en revanche constamment évalué par les jeunes, mais de manière plus subjective.
20. Le Kirghizstan a atteint un taux similaire à celui de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Albanie ou encore du Maroc. En comparaison avec les pays développés (d'Europe du Nord et d'Amérique du Nord en particulier), le taux d'inscription des jeunes Kirghiz dans l'enseignement supérieur est

très bas : en 1998, il s'élevait à 51% en France, à 61% en Norvège, à 80,9% aux États-Unis et à 88% au Canada.

21. Mukhtar Arobekovitch, l'ancien recteur de l'Université nationale d'Och.

22. Avec l'augmentation de la présence étrangère au Kirghizstan et le développement du tourisme saisonnier, de nouveaux cafés et restaurants ont ouvert, à Bichkek en particulier. Beaucoup de jeunes trouvent des jobs dans la restauration ou dans l'animation de soirées (puisque'il est courant que des personnes chantent pendant que les gens dînent).

23. Les passeports des anciennes républiques de l'Union soviétique précisent la citoyenneté et la nationalité. La nationalité repose sur des critères ethniques alors que la citoyenneté repose sur des critères territoriaux. C'est ainsi qu'au Kirghizstan, en particulier dans le sud, beaucoup de personnes ont un passeport kirghiz sur lequel est inscrit « nationalité ouzbèke, tadjike ou tatare ». Ces personnes-là se disent d'ailleurs Ouzbèkes, Tadjikes, Tatares.

24. Je préfère parler de crise d'indépendance que de période de transition, plus fréquemment employée. La notion de transition me paraît floue. Vers quoi et comment transiteraient ces pays ? Ils sont déjà dans une économie de marché. Sont-ils à la recherche d'un modèle ? Vont-ils vers un modèle américain, européen ? Vers une alliance avec la Russie ? Mais de quelle Amérique parle-t-on ? De quelle Europe ? Les pays d'Asie centrale ont plutôt à gérer une à une toutes les questions que gère un État indépendant, une nation, quant à sa politique intérieure et extérieure, aux niveaux régional et international, avec des données internes et une histoire propres à chacun. Cela ne signifie évidemment pas que ces États n'ont pas de passé commun, ni des aspirations communes, mais la manière dont chaque État a de les traiter diffère. Ils n'ont parfois pas les mêmes objectifs, comme le montre le traitement de la question de la langue russe.

25. International crisis group (2003).

RÉSUMÉS

Le Kirghizstan, depuis son indépendance, réorganise en profondeur le fonctionnement de la société. Dans le domaine de l'éducation, la logique libérale se fait de plus en plus prégnante. Mais l'augmentation des établissements d'enseignement publics, privés, nationaux et supranationaux ne répond pas aux besoins de scolarisation d'une jeunesse de plus en plus nombreuse. Les nouveaux établissements ou bien sont élitistes et sources d'approfondissement des inégalités, ou bien sont créés à des fins lucratives ; la corruption galopante est un élément supplémentaire de la marchandisation de l'éducation. Le système éducatif, au coût prohibitif, exclut un nombre croissant de jeunes et que le retrait de l'État s'avère désastreux pour le corps enseignant dont les salaires lui permettent à peine de survivre. Toute une génération et l'ensemble d'une profession sont touchés par une crise profonde.

A radical reorganisation of the functioning of Kirghiz society has been underway since the country became independent. In the field of education, a liberal logic is becoming more and more apparent. However, the increase in public, private, national and supranational educational institutions is failing to meet the need for formal education of the growing number of young people. The new institutions are either elitist and a source of greater inequalities, or else are created in order to make a profit. Widespread corruption constitutes one more element in the process of commodification of education. The excessive cost of education is excluding a growing number of young people and the withdrawal of state funding is proving to be disastrous for

members of the teaching profession whose salaries are scarcely adequate to live on. A whole generation and an entire profession are affected by a profound crisis.

INDEX

Mots-clés : Asie centrale, corruption, enseignants, étudiants, fuite des cerveaux, jeunesse, Kirghizstan, système universitaire

Keywords : brain drain, Central Asia, corruption, Kirghizstan, students, teachers, university system, youth

AUTEUR

ALEXANDRA THIRCUIR

INALCO